

Agence Nationale de l'Aviation Civile -ANAC

EPIC à fonds de dotation de 12.200.000 MRU



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 Décembre 2019

Rapport définitif

Septembre 2020

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sidi mahmoud EL KHATTAT - Yahya El Hadj El Bechir

Handwritten signature

SOMMAIRE

I. **RAPPORTS**

1. Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.
2. Rapport spécial des commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019

II. **ETATS FINANCIERS :**

1. Bilan
2. Tableau de résultat

III. **NOTES AUX ETATS FINANCIERS**

1. Présentation de l'ANAC
 2. Faits significatifs de l'exercice
 3. Principes, règles et méthodes comptables
-

Rapport général

SM

Nouakchott, le 11 Septembre 2020

A l'attention de M. Le Ministre des Finances,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission de commissariat aux comptes de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile « ANAC » qui nous a été confiée par l'arrêté n°744/ MEF/DTF du 21 décembre 2017, nous avons effectué l'audit des états financiers de « l'ANAC » pour l'exercice clos au 31.12.2019. Ils comprennent le bilan au 31 décembre 2019, le compte de résultat pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers contenant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, sous réserve des incidences des points décrits dans la section « **Fondement de l'opinion avec réserve** » de notre rapport, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de « l'Agence Nationale de l'Aviation Civile –ANAC » au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière à cette date, conformément aux dispositions du Plan Comptable Général Mauritanien.

Fondement de l'opinion avec réserve

1. Défaut de comptabilisation de la redevance de handling de Mail (8% du chiffre d'affaires), aucune information sur son montant n'est disponible pour pouvoir la passer en comptabilité. Cette situation ne garantit pas une assurance sur l'exhaustivité du chiffre d'affaires comptabilisé par l'ANAC.
2. La valeur brute des immobilisations comptabilisées par l'ANAC s'élève au 31.12.2019 à un montant de **Mru 200 878 083,81**. Cependant, lesdites immobilisations n'ont pas fait l'objet d'un inventaire physique rapproché avec la situation comptable des actifs comptabilisés.
3. La comptabilisation des passifs au titre des impôts et taxes (BIC, retenue d'IMF/Chiffres d'affaires, Retenue d'IMF/règlement des fournisseurs) sans qu'ils soient reversés au Trésor. Le montant des passifs comptabilisés s'élève à **Mru 60.692.390,23**.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion ci-avant nous attirons votre attention sur les faits suivants :

1. Le schéma comptable adopté par l'ANAC pour la comptabilisation des redevances /MAIL et qui consiste à gérer les redevances en extra-comptable, ne permet pas de présenter une image fidèle reflétant la situation financière de l'ANAC. Le montant de redevance non comptabilisé en 2019 s'élève à **Mru 79 340 170** (Redevances passagers : **Mru 53 495 170**, Redevance de sureté : **Mru 25 845 000**).
2. En dépit de nos recommandations antérieures (lettres de direction ,2017et 2018) visant à améliorer la bonne gouvernance au sein de l'ANAC, nous avons constaté l'absence de mise en oeuvre de nos différentes recommandations antérieures. Il est évident que le défaut de renforcement d'un système de contrôle interne, déjà considéré comme étant moyen, ne favorise pas la transparence et la mise en oeuvre de bonnes pratiques de gestion au sein de l'ANAC.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'ANAC conformément aux règles d'éthique qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Mauritanie et avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve

Responsabilité du Conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au code de commerce mauritanien, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, il incombe au Conseil d'évaluer la capacité de l'agence à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil a l'intention de liquider l'agence ou de cesser son activité si aucune autre solution réaliste ne s'offre.

Responsabilité de l'auditeur

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Yahya El Hadj El Bechir
Expert-comptable



Sidi mahmoud EL KHATTAT
Expert-comptable Diplômé



KSAT

Rapport spécial

1507

Nouakchott, le 11 Septembre 2020

A l'attention du M. Le Ministre des Finances,

En se référant aux dispositions de l'article 12 de l'ordonnance n° 90.09 du 04 avril 1990 portant statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics et régissant les relations de ces entités avec l'Etat, et en notre qualité de commissaire aux comptes de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile « ANAC », nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

En effet, selon les dispositions de l'article 439 de la loi n°2015-032 abrogeant, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2000-05 du 18 janvier 2000 portant Code de Commerce, « toute convention passée entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou une autre entreprise dont l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux est propriétaire, associé indéfiniment, responsable, gérant, administrateur ou directeur général doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration ».

Par ailleurs, les dispositions de l'article 441 (nouveau) de la loi n°2015-032 abrogeant, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2000-05 du 18 janvier 2000 portant Code de Commerce, dispose que « L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil d'administration, dès qu'il a eu connaissance d'une convention à laquelle l'article 439 est applicable. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée ».

Le président du conseil d'administration avise le ou les commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées en vertu de l'article 439 dans un délai de 30 jours avant la date de conclusion et soumet celle-ci à l'approbation de la prochaine assemblée générale ordinaire. Le ou les commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'assemblée qui statue sur ce rapport.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée aux articles 439 et suivants du code de commerce.

D'autre part, nous n'avons pas relevé, lors de nos travaux d'audit de l'exercice 2019, l'existence de telles conventions.

Vérifications des informations spécifiques

L'article 466 du code de commerce qui dispose que « le ou les commissaires aux comptes vérifient également la sincérité et la concordance, avec les états de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur le patrimoine de l'Agence, sa situation financière et ses résultats »

Compte tenu du fait que ledit rapport ne nous a pas été communiqué, nous ne sommes pas en mesure de mettre en œuvre les diligences prévues par l'article 466 du code de commerce ci-dessus.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

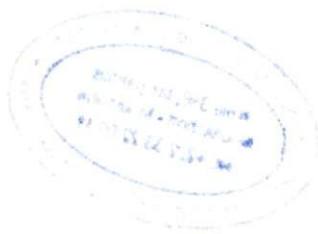
Yahya El Hadj El Bechir
Expert-comptable



Sidi mahmoud EL KHATTAT
Expert-comptable Diplômé



KAB



Etats financiers

ksm



Bilan arrêté au 31 décembre 2019

| ACTIF | BRUT | Amort. et Provision | NET 2019 | NET 2018 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| FRAIS ET VALEURS INCORPORELLES | | | | |
| IMMOBILISES | | | | |
| * Frais d'Etablissement | - | - | - | - |
| * Licences Logiciels | 4 474 987,90 | 3 959 742,17 | 515 245,73 | 365 496,73 |
| * Frais a repartir | 4 838 770,70 | 4 838 770,70 | - | - |
| IMMOBILISATION CORPORELLES | | | | |
| * Constructions | 12 429 674,90 | 9 764 342,94 | 2 665 331,96 | 3 568 492,96 |
| * Matériel d'exploitation | 120 656 827,21 | 64 176 823,42 | 56 480 003,79 | 66 174 667,30 |
| * Matériel de transport | 16 931 495,70 | 16 833 867,56 | 97 628,14 | 802 505,14 |
| * Matériel de bureau et informatique | 24 706 370,70 | 16 189 106,87 | 8 517 263,83 | 9 067 206,83 |
| * Matériel et mobilier de bureau | 14 298 973,40 | 9 508 836,98 | 4 790 136,42 | 5 381 431,42 |
| * Agencements aménagements installations | 1 662 444,00 | 1 607 221,60 | 55 222,40 | 69 702,40 |
| * Autres immobilisations corporelles | 5 717 310,00 | 5 717 310,00 | - | - |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 449 999,00 | - | 1 449 999,00 | - |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| * Prêts et autres créances à L et M termes | 1 815 644,70 | 1 871 380,70 | 55 736,00 | 55 736,00 |
| * Depots & cautionnements | 103 840,00 | | 103 840,00 | 103 840,00 |
| TOTAL | 209 086 338,21 | 134 467 402,94 | 74 618 935,27 | 85 477 606,78 |
| VALEURS D'EXPLOITATION | | | | |
| * Marchandises | | | - | - |
| TOTAL | - | - | - | - |
| VALEURS REALISABLES A COURT TERME ET DISPONIBLES | | | | |
| * Fournisseurs débiteurs | - | | - | - |
| * Clients | 309 212 406,62 | 248 010 487,46 | 61 201 919,16 | 54 626 570,16 |
| * Personnel et comptes rattachés | 2 992 851,04 | | 2 992 851,04 | 2 303 655,04 |
| * Etat et autres collectivités Pub. | 536 171,65 | | 536 171,65 | - |
| * Débiteurs divers | 104 253,86 | | 104 253,86 | 34 253,86 |
| * Disponibilités et dépôts | 39 427 389,50 | | 39 427 389,50 | 16 700 101,68 |
| TOTAL | 352 273 072,67 | 248 010 487,46 | 104 262 585,21 | 73 664 580,74 |
| COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE | | | | |
| * Charges constatées d'avance | 65 890,00 | | 65 890,00 | 27 879,00 |
| * Différences de conversion - actif | | | - | - |
| * Comptes d'attente | | | - | - |
| TOTAL | 65 890,00 | - | 65 890,00 | 27 879,00 |
| TOTAL GENERAL | | | 178 947 410,48 | 159 170 066,52 |



25/1



Bilan arrêté au 31 décembre 2019

| PASSIF | NET 2019 | NET 2018 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| FONDS | | |
| ° Fonds de dotation | 12 200 000,00 | 12 200 000,00 |
| RESERVES | | |
| ° Réserves légales | - | - |
| ° Subventions d' Equipements | 1 813 829,10 | 1 688 829,10 |
| REPORT A NOUVAU (solde débiteur ou solde créditeur) | 64 753 789,67 | 62 895 083,19 |
| RESULTATS NET EN ATTENTE D'AFFECTATION | | |
| ° Résultats nets de l'exercice (Bénéfice) | 10 488 308,56 | 1 858 706,48 |
| TOTAL SITUATION NETTE | 89 255 927,33 | 78 642 618,77 |
| PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES | | |
| ° Provisions pour risques & charges | - | - |
| DETTES A COURT TERME | | |
| ° Clients créditeurs | 147 817,00 | 147 817,40 |
| ° Fournisseurs et comptes rattachés | 11 250 884,32 | 8 619 886,70 |
| ° Personnel et comptes rattachés | 1 179 786,00 | 127 151,02 |
| ° Etat et autres collectivités publiques | 61 933 031,30 | 58 966 150,30 |
| ° Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 1 783 548,40 | 2 881 714,40 |
| ° Associés-comptes courant-groupe | - | - |
| ° Créiteurs divers | 1 362 082,25 | - |
| ° Emprunt à court terme | | |
| ° Concours bancaires courants | 113,24 | 113,24 |
| TOTAL | 77 657 262,51 | 70 742 833,06 |
| COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE | | |
| ° Produits constatés d'avance | 2 790 000,00 | - |
| ° Différences de conversion passif | - | - |
| ° Charges à payer | | 540 394,45 |
| ° Compte d'attente et de régularisation | 9 244 220,64 | 9 244 220,24 |
| | 12 034 220,64 | 9 784 614,69 |
| TOTAL GENERAL | 178 947 410,48 | 159 170 066,52 |



6001





Compte de résultat arrêté au 31 décembre 2019

| N° CPTES | | DÉBIT | | | |
|-------------|--|-----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | Exploitat° | H.exploitat° | Total 2019 | Total 2018 |
| | DÉTERMINATION DES RESULTATS D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION (82 et 082) | | | | |
| 60 | Coût d'achat des marchandises vendues | | | | |
| | ° Achats de marchandise | - | | - | - |
| 60 | Consommations en provenance de tiers | | | | |
| | Achat MP & autres approvisionnements | | | - | - |
| 603 | ° Variation de Stock | | | - | - |
| 602-606 | ° Achats d'approvisionnements non stockés | 4 788 805,00 | - | 4 788 805,00 | 4 157 365,28 |
| 62 | ° Charges externes liées à l'investissement | 14 937 507,44 | - 19 480,00 | 14 918 027,44 | 15 700 139,69 |
| 63 | ° Charges externes liées à l'activité | 29 317 154,70 | - 20 511,20 | 29 296 643,50 | 27 225 167,81 |
| 64 | ° Charges diverses | 635 000,00 | - | 635 000,00 | 785 540,00 |
| | Sous-total : consommations intermédiaires | 49 678 467,14 | - 39 991,20 | 49 638 475,94 | 47 868 212,78 |
| 65 | ° Frais de personnel | 74 029 520,98 | 39 140,00 | 74 068 660,98 | 68 505 098,86 |
| 66 | ° Impôts et taxes | 1 400,00 | | 1 400,00 | 8 979,00 |
| 67 | ° Charges financières | - | - | - | 2 058,00 |
| 68 | ° Dotations aux amortissements et provisions | 16 665 310,00 | - | 16 665 310,00 | 22 645 863,42 |
| | Solde créditeur : Bénéfice | 13 962 910,21 | 851,20 | 13 963 761,41 | 4 959 683,48 |
| | TOTAL | 154 337 608,33 | 0,00 | 154 337 608,33 | 143 989 895,54 |
| | DÉTERMINATION DES RESULTATS SUR CESSION D'ELEMENTS DE L'ACTIF (84) | | | | |
| 84 | ° Valeur des éléments cédés | | | - | - |
| | ° Frais annexes de cession transférés | | | - | - |
| | Solde créditeur: Plus value de cession | | | - | - |
| | TOTAL | | | - | - |
| | DÉTERMINATION DU RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT (85) | | | | |
| | ° Résultat d'exploitation (solde débiteur) | | | - | - |
| 82 | ° Résultat hors exploitation (solde débiteur) | | | - | - |
| 849 | ° Moins-values de cession | | | - | - |
| 859 | ° Engagement à réinvestir | | | - | - |
| | Solde créditeur: Bénéfice avant impôt | | | 13 963 761,41 | 4 959 683,48 |
| | TOTAL | | | 13 963 761,41 | 4 959 683,48 |
| | DETERMINATION DU RESULTAT NET DE LA PERIODE (87) | | | | |
| 85 | Perte avant impôt | | | - | - |
| 86 | ° Impôt sur le résultat | | | 3 475 452,85 | 3 100 977,00 |
| | Solde créditeur : Résultat net de la période (bénéfice) | | | 10 488 308,56 | 1 858 706,48 |





Compte de résultat arrêté au 31 décembre 2019

| N° Cptes | | CREDIT | | | |
|-------------|---|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | | Exploitat° | H.exploitat° | Total 2019 | Total 2018 |
| | DETERMINATION DES RESULTATS D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION | | | | |
| 70 | ° Ventes de marchandises et production vendue | | | | |
| | ° Ventes de marchandises | | | | |
| | ° Prestation de service | 133 762 593,00 | - | 133 762 593,00 | 124 039 098,46 |
| | ° Produits des activités annexes | | | | |
| 71 | ° Production stockée (ou destockage) | | | | |
| 72 | ° Production de l'entreprise pour elle-même | | | | |
| | Sous-total : productions | 133 762 593,00 | - | 133 762 593,00 | 124 039 098,46 |
| 745 | ° Subvention ASECNA | 4 840 271,06 | - | 4 840 271,06 | 4 390 297,08 |
| 748 | ° Produits et profits exceptionnels | 27 000,00 | - | 27 000,00 | - |
| 76 | ° Subventions d'exploitation (et d'équilibre) ETAT | 15 560 500,00 | - | 15 560 500,00 | 15 560 500,00 |
| | ° Subventions Projet C3I | - | - | - | - |
| 77 | ° Produits financiers | 147 244,27 | - | 147 244,27 | - |
| 78 | ° Reprises sur amortissements et provisions | - | - | - | - |
| 79 | ° Frais à immobiliser ou à transférer | - | - | - | - |
| | Solde débiteur : Perte | - | - | - | - |
| | TOTAUX | 154 337 608,33 | - | 154 337 608,33 | 143 989 895,54 |
| | DETERMINATION DES RESULTATS SUR CESSION D'ELEMENTS DE L'ACTIF (84) | | | | |
| 84 | ° Produits de cession d'éléments d'actif (84) | | | - | - |
| | ° Amortissements correspondants aux éléments cédés | | | - | - |
| | Solde débiteur: Moins value de cession | | | - | - |
| | TOTAL | | | - | - |
| | DETERMINATION DU RESULTAT NET AVANT IMPOT(85) | | | | |
| 82 | ° Résultat d'exploitation (solde créditeur) | | | 13 962 910,21 | 4 560 705,78 |
| 82 | ° Résultat hors exploitation | | | 851,20 | 398 977,70 |
| 840 | ° Plus values de cession | | | | |
| 855 | ° Réintégration des plus values à réinvestir | | | | |
| | Solde débiteur : Perte avant impôt | | | - | - |
| | TOTAL | | | 13 963 761,41 | 4 959 683,48 |
| | DETERMINATION DU RESULTAT NET DE LA PERIODE (87) | | | | |
| | ° Bénéfice avant impôt | | | 13 963 761,41 | 4 959 683,48 |
| | Solde débiteur : Résultat net de la période (Perte) | | | - | - |



2020

Notes aux états financiers

I. Présentation de « ANAC-EPIC. » :

Sur le plan juridique, l'Agence Nationale de l'Aviation Civile est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, désigné en abrégé « ANAC ». L'ANAC a été créé en 2004 par le décret n° 2004-079 du 11 Août 2004, ce décret a été abrogé par la loi n° 2011-020 du 27 février 2011 et son décret d'application n° 2011-092 du 31 mars 2011.

Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle technique du Ministère de l'équipement et des transports et la tutelle financière du Ministère des Finances.

Le Fonds de dotation est fixé à **Mru 12.200.000** et qui est détenu par l'Etat mauritanien.

L'ANAC a pour mission de participer à la conception de la politique de l'Etat en matière d'aviation civile et de la mettre en œuvre, d'élaborer la législation et la réglementation de l'aviation civile, d'assurer des tâches de gestion ainsi que la supervision des activités de l'aviation civile, notamment du point de vue de la sécurité et de la sûreté (art. 1 du décret n° 2011-092 du 31 mars 2011).

Sur le plan fiscal l'ANAC est régi par les dispositions du droit commun.

II. Faits significatifs de l'exercice

L'exercice 2019 n'a été marqué par aucun fait significatif dont la divulgation est de nature à fournir une meilleure compréhension de l'évolution de la situation financière et des performances de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

La comptabilité générale de l'ANAC est informatisée, le traitement informatique permet la saisie des écritures comptables et l'édition des balances, journaux et grands livres.

Les présents états financiers sont établis en conformité avec la réglementation comptable en vigueur telle que prescrite, notamment, par l'ordonnance 82-180 du 24 décembre 1982, telle que modifiée par la loi 009-99 du 20 janvier 1999 et le décret d'application n°83-025 du 17 Janvier 1983, relatif au plan comptable mauritanien.

Nous allons exposer dans ce qui suit les principes et règles que nous jugeons les plus significatifs et les plus pertinents.

III.1 Unité monétaire :

Les états financiers sont établis en ouguiyas mauritaniennes (MRU).

III.2 Immobilisations et Amortissements :

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ANAC figurent aux actifs immobilisés pour leurs coûts d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

III.3 Politique des créances :

L'estimation des éventuelles provisions pour dépréciation est effectuée par la direction financière sur la base d'un état détaillé des créances douteuses. La nécessité ou non de constituer des provisions est du ressort de la direction générale.

III.4 Comptabilisation des revenus :

Les revenus sont comptabilisés lors de réalisation de la prestation au profit du client.

III.5 Impôt sur les bénéfices :

L'Etablissement est soumis à l'impôt sur les bénéfices selon les règles du droit commun.